

M. Jamieson: Eh bien, monsieur l'Orateur, nous avançons sur à peu près tous les fronts que le député a cités.

M. Hees: Dites plutôt que vous reculez, Don.

M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, il vaut encore mieux reculer que de faire comme le député qui ne semble pas avoir bougé d'un pouce depuis 20 ans et qui continue à sortir les mêmes inepties depuis le premier jour où il a siégé à la Chambre.

Des voix: Oh, oh!

M. Hees: Vous avez grand besoin d'un deuxième souffle, Don.

M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, j'avais commencé à dire que nous avançons sur plusieurs fronts et cela depuis un certain temps déjà. Dans le cadre de la CNUCED et des différentes réunions convoquées parallèlement à la conférence Nord-Sud, nous avons évoqué les différentes formes d'accords sur les produits de base, de stabilisation des prix et d'accès aux marchés. Ce sujet est très complexe. Il me semble que certains documents ont été publiés. Je me ferai un plaisir de publier tout renseignement supplémentaire.

● (1142)

En plus de cela, naturellement, il y a également nos négociations bilatérales avec des pays comme le Japon et la communauté économique européenne, et nous avons essayé d'obtenir un meilleur accès à ces marchés pour nos matières premières. Je voudrais également rappeler aux députés que même si ce problème est urgent en ce moment, nous avons également essayé, avec l'assentiment général des députés d'en face, d'instituer une sorte de stratégie pour les produits de base de manière que nous ne nous contentions pas d'offrir des matières premières, mais que nous soyons également en mesure de procéder secteur par secteur afin d'obtenir des marchés extérieurs pour nos produits finis et semi-finis.

Si je peux me permettre d'ajouter quelque chose, monsieur l'Orateur, il existe un autre domaine dans lequel nous prenons actuellement une part très active: il s'agit des questions évoquées à la conférence sur le droit de la mer et des éventuelles conséquences de cette conférence en ce qui concerne l'extraction de minéraux dans les fonds marins et les activités terrestres d'extraction. Voilà la réponse la plus complète que je puisse donner pendant la période des questions, mais je serais heureux d'y revenir.

M. Gillies: L'exposé était bien intéressant, mais j'aurais aimé une réponse à ma question, qui était la suivante: le Canada joue-t-il un rôle décisif dans la mise en place d'un accord entre producteurs de nickel? Nous ne voulons pas de surprise dans ce domaine.

Une voix: Vous avez enfreint la loi, et vous le savez.

Une voix: Vous ne nous avez pas donné de réponse.

M. Chrétien: C'est exactement la même chose.

M. l'Orateur: A l'ordre. La parole est au député d'Edmonton-Strathcona.

Questions orales

LES CRÉDITS À L'INCO POUR L'IMPLANTATION D'UNE NOUVELLE USINE EN INDONÉSIE—LA PROTECTION DES EMPLOIS DES CANADIENS

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme la société INCO a investi 850 millions de dollars dans la première phase de la nouvelle usine qu'elle ouvre en Indonésie, et que la Société pour l'expansion des exportations lui a accordé un crédit de 90 millions de dollars, le ministre peut-il nous dire s'il y a eu des consultations au sein du gouvernement pour veiller à ce qu'avant tout, les emplois des Canadiens soient protégés avant de prendre des engagements à l'extérieur?

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je suis sûr que nous avons pleinement tenu compte des répercussions que peut avoir l'aide que nous offrons aux pays d'outre-mer dans le but, comme le précise le député, de protéger les emplois des Canadiens. Mais si j'ai bien compris la question du député, j'y vois un certain manque de logique: en effet, d'une part, il nous demande de faire tout notre possible pour protéger les emplois des Canadiens mais d'autre part, le député, qui est le principal porte-parole du parti d'en face dans ce domaine, nous demande d'aider les pays en voie de développement à voler de leurs propres ailes et de leur apporter une assistance dans les domaines où leur développement économique est possible. C'est à mon sens l'un des gros problèmes qui se posent. Je ne me souviens pas pour le moment des discussions sur l'incidence que peut avoir sur le marché canadien cette opération indonésienne, mais je suis convaincu que le gouvernement en a tenu compte.

M. Roche: Le ministre a l'audace de parler de manque de logique alors qu'il n'y a pas plus décousu que la politique étrangère du gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Roche: Je demanderais au ministre d'expliquer à la Chambre l'allusion qu'il a faite il y a trois jours au réseau national de télévision où il a déclaré, au sujet de la politique étrangère, que le Canada a bien l'intention d'imposer ses volontés. Peut-il nous dire comment il concilie cette intention avec toute notre politique relative aux accords sur les produits de base, ce qui est également le point essentiel de la réponse qu'il a essayé de donner au député de Don Valley?

M. Jamieson: Tout d'abord, je n'ai pas tenu les propos que m'attribue le député.

Une voix: J'en ai pris note.

M. Jamieson: C'est la conclusion à laquelle en est arrivé le journaliste qui m'a interviewé, et si le député en a pris note, j'aimerais lire ses notes. Je suis tout à fait disposé à lui présenter mes excuses les plus sincères si je me trompe, mais je lui demanderais de faire de même si c'est lui qui se trompe, ce qui ne fait aucun doute à mon sens.

M. Baker (Grenville-Carleton): Ce n'est pas cela qui va aider les travailleurs de Sudbury.